

Elèves issus de la migration : pour une politique d'accueil dans l'école vaudoise !

VAUD – Dans de nombreux établissements scolaires, la variété culturelle et linguistique est devenue la norme. Mais le débat politique peine à dépasser l'idée qu'une forte proportion d'élèves issus de la migration est synonyme de problèmes. Le SSP-Enseignement fait des propositions.

Le SSP a adopté lors de son assemblée générale huit mesures qui pourraient contribuer à aider les élèves issus de la migration, victimes de l'inadaptation du système scolaire actuel, et donner à l'école une vraie mission d'accueil.

Un concept d'intégration nécessaire

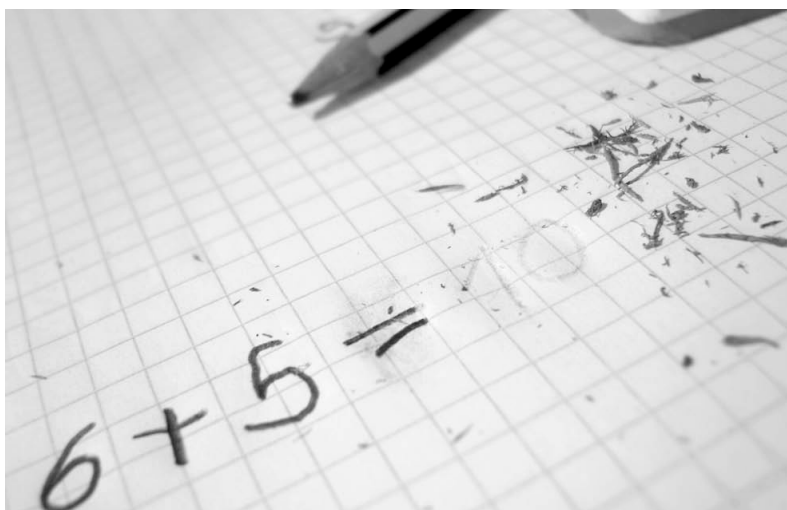
Les résultats scolaires des élèves issus de la migration, de première ou deuxième générations, sont inférieurs à ceux de leurs pairs, malgré leur attitude positive et leur motivation. À côté des inégalités dues à l'origine socio-économique, la migration joue un rôle important dans ces difficultés. Elles s'expliquent notamment par l'inégalité des ressources culturelles et scolaires de la famille. L'école vaudoise doit se doter d'un concept cantonal d'intégration inscrit dans la loi sur l'enseignement obligatoire et sa mise en œuvre doit être confiée à une nouvelle unité au sein de la direction pédagogique.

Désigner des référent-e-s d'accueil

Dans certains établissements de la scolarité obligatoire, le processus d'intégration des familles ainsi que le travail des enseignants en charge d'élèves issus de la migration sont facilités par la présence d'un-e référent-e d'accueil. Il faut désigner dans chaque établissement un-e tel-le référent-e avec la mission d'accueillir et de faciliter la scolarisation des élèves issus de la migration.

Des cours pour les parents

La connaissance du système scolaire et la maîtrise de la langue régionale sont des éléments prioritaires pour permettre aux parents d'offrir un soutien approprié à leur enfant. D'autant plus dans un système très sélectif comme le nôtre. L'école doit permettre aux parents issus de la migration de faire face à ces deux défis. Il faut mettre sur pied des cours destinés aux parents issus de la migration. Ils auront pour objectif de renforcer la connaissance du système scolaire ainsi que les liens avec les professionnels, consolider et soutenir les compétences



La formation des enseignant-e-s doit prendre en compte la question de la migration.

PHOTOCASE

parentales, permettre aux parents de soutenir leur enfant pendant sa scolarité et apprendre la langue régionale.

Valoriser la langue première

Les jeunes dont la première langue n'est pas celle parlée à l'école sont surreprésentés dans les filières inférieures du degré secondaire I ainsi que dans les classes spéciales. Ils sont sous-représentés dans les écoles de degré diplôme (secondaire II) et au niveau des formations professionnelles les plus exigeantes. Si nous voulons offrir une réelle école pour tous, il faut supprimer les discriminations structurelles et transformer ce qui est aujourd'hui un handicap en un atout. La maîtrise de la langue première leur permettrait de développer leurs compétences linguistiques et de se forger une identité solide, indispensables à l'acquisition des savoirs. Les établis-

sements doivent mettre sur pied des cours de langues et cultures d'origine (LCO), les intégrer dans les plans d'études et valoriser le bilinguisme.

Un apprentissage intensif du français

Les enfants parlant une autre langue que les français dans leur famille présentent souvent des compétences langagières qui ne correspondent pas à la moyenne de leurs camarades francophones lorsqu'ils entrent à l'école. Cette situation est préjudiciable pour d'autres apprentissages. Elle peut engendrer des retards parfois difficilement rattrapables. L'immersion totale ne permet pas, seule, de prendre en compte la situation personnelle de l'enfant et son bilinguisme: ce bilinguisme peut être additif si l'élève se sent reconnu et valorisé au travers de sa langue maternelle. Des mesures

comme les cours intensifs de français (CIF), et ce dès le CIN, aident les élèves concernés à restaurer une image positive de leurs origines et de leur langue maternelle. Le SSP demande qu'un effort important soit fait sur l'enseignement du français. Cet enseignement doit être respectueux des savoirs langagières de l'élève et privilégier, lorsque c'est pertinent, les modalités permettant une immersion parmi ses pairs.

Un recrutement diversifié des enseignant-e-s

La composition du corps enseignant ne correspond pas à celle de la population du point de vue socio-économique et de la migration. Les services employeurs et la HEP doivent mettre sur pied une politique ouverte de recrutement afin d'encourager les personnes d'autres horizons sociaux et géographiques à choisir le métier d'en-

RENDEZ-VOUS

FRIBOURG – Femmes, accès à la terre, souveraineté alimentaire – avec Asunta Salvatierre, du Mouvement des sans-terre en Bolivie. Vendredi 23 avril, Espace Femmes (rue Hans-Fries 2).

GENÈVE – Le Honduras après le putsch – avec Carlos A. Reyes. Lundi 26 avril, 19 h 30, Maison des Associations.

GENÈVE – Conditions de travail, chômage et santé: la situation en Suisse – Débat avec Jean-François Marquis, auteur de l'étude *Conditions de travail, chômage et santé*, lundi 3 mai 2010, 20 h, Maison des Associations.

VAUD – Conditions de travail, chômage et santé: la situation en Suisse – Débat avec Jean-François Marquis, mardi 27 avril 2010, 20 h, Maison des Associations.

VAUD – La pensée et l'action dans le pouvoir. Colère: dynamique soumission – insoumission et création politique. Colloque international de théorie politique, Institut d'études politiques de l'Université de Lausanne, 23-24-25 avril 2010.

seignant-e. La reconnaissance des titres étrangers doit être facilitée, des cours de requalification doivent être mis en place et de nouvelles voies d'accès à la formation d'enseignant-e doivent être ouvertes, en particulier pour les personnes titulaires d'une maturité professionnelle ou d'un CFC.

Une formation des enseignant-e-s adaptée

Pour qu'ils puissent reconnaître et répondre aux besoins des élèves issus de la migration, les enseignant-e-s doivent bénéficier d'une formation ad hoc. Les enseignant-e-s doivent être capables de travailler dans un environnement ethnique, culturel, religieux et linguistique pluriel. La formation initiale et continue des enseignant-e-s doit prendre en compte la question de la migration et le département doit mettre à disposition des ressources en termes de supervision et de conseils.

Pour lire le texte complet: www.ssp-vaud.ch. Les personnes intéressées à participer à la suite des discussions peuvent s'annoncer auprès du secrétaire de la Région.

SARAH BONNARD
JULIEN EGGENBERGER
COMITÉ SSP ENSEIGNEMENT – RÉGION VAUD

Hôpital valaisan : les patients et le personnel médical et technique ne méritent pas cela !

Ce sont les salarié-e-s qui paient pour les problèmes du Réseau Santé Valais (RSV): leur engagement et leurs compétences sont mises en cause. Les patient-e-s, eux, sont désécurisé-e-s.

Quelque chose cloche au RSV: soit les dysfonctionnements sont vraiment présents et il faut y remédier, soit la communication du conseil d'administration et du conseiller d'Etat en charge du dossier est déficiente. Soit les deux en même temps.

J'ai reçu récemment sur ma boîte électronique professionnelle un courriel non signé contenant le rapport Sierro-Pont, intitulé *RSV: du réseau à la toile*. Un dimanche maussade m'a permis d'en prendre connaissance. Ne s'agissant pas d'un mandat professionnel, je ne critiquerai pas sa facture amateur. Je ne relèverai pas non plus l'absence de classe d'un Serge Sierro qui fait la leçon au Conseil d'Etat: son courage passé et son action gouvernementale devraient l'inciter à davantage de modestie. Il est aussi piquant de voir l'ancien président de Martigny, Olivier Dumas, poser en fer de lance de la défense des hôpitaux, connaissant la passivité avec laquelle il a porté le dossier de l'hôpital de Martigny...

Questions pertinentes

Certaines questions soulevées par les auteurs du rapport sont toutefoix pertinentes. Elles devraient servir de base à une réflexion du Conseil d'administration et du Grand Conseil. Quelques pistes devraient être explorées:

- > Faire une analyse de tournus de tout le personnel, ainsi que des comparaisons avec d'autres hôpitaux de même nature.
 - > Réaliser un véritable *benchmarking* des taux d'accident, de la morbidité et autres, en tenant compte de la complexité des cas.
 - > Lancer une enquête de satisfaction des patients et du personnel, là aussi sur une base comparative.
- Si une véritable analyse de ces trois critères était organisée, je suis certain que le climat se détendrait et que des mesures correctives seraient, le cas échéant, mises en place.

Condition de base: faire faire ces études par des instituts étrangers afin de garantir une neutralité de l'analyse

totale, le RSV étant le terrain de luttés d'influences des CHU voisins.

Le personnel mérite mieux!

Je ne vais pas faire la défense des professeurs et des médecins telle qu'elle est argumentée dans le rapport Sierro-Pont. Ils peuvent se défendre eux-mêmes. En tant qu'employé-e-s du RSV, ils sont tenus à la loyauté face à leur employeur. L'employeur, lui, a le devoir de respecter son personnel. En ne faisant pas avancer le dossier, les instances dirigeantes ne font que laisser pourrir la situation. Les infirmières et infirmiers et autres personnes du secteur médico-technique méritent davantage de considération que les messages autistes du genre «tout va très bien, circulez y a rien à voir». Ces travailleuses et travailleurs du RSV méritent mieux que les attaques de politiciens qui s'activent davantage par bovarisme politique que par souci du bien commun.

VES ECOEUR
MEMBRE SSP ET DIRECTEUR DE L'OSELO VALAIS

Un propagandiste au SSP-Région Vaud

Christophe Gremaud renforce l'équipe du SSP-Vaud dans le secteur social et enfance.



Né en mai 1963, à Fribourg, Christophe est tombé, tel Obélix dans la potion magique, dans le travail social dès son enfance. Ses parents, travailleurs

sociaux de la première heure, ont ouvert une des premières structures d'accueil de «type familial» du canton. Le parcours de vie de Christophe est très varié, mais en filigrane on retrouve toujours la fibre sociale. Actif dans les milieux culturels fribourgeois au début des années 1980, militant et revendicateur social dès son adolescence, Christophe est un touche-à-tout se battant pour ses idéaux sociaux. En 2008, il intègre le comité du SSP-Fribourg suite à un grave conflit dans l'institution où il travaillait en tant qu'éducateur. A la fin 2008, il est nommé membre du bureau du SSP fribourgeois.

Engagé dès le 1^{er} mars par la Fédération en tant que permanent syndical, Christophe renforce l'équipe du SSP-Vaud, secteur social et enfance, en tant que propagandiste pour une période d'un an.